

Kit pédagogique : Marchés publics durables – WEBINAIRE CNFPT AURA

Supports dynamiques et outils pour réussir des achats responsables

Introduction

Bienvenue dans le monde dynamique et engagé des **marchés publics durables** ! Ce kit pédagogique a été conçu pour accompagner votre présentation ou atelier CNFPT AURA. Il rassemble des documents pratiques, des grilles, des exemples de clauses, et des modèles prêts à l'emploi, pour faire de la commande publique un véritable levier de performance environnementale et sociale.

● **Objectif : Comprendre, appliquer et suivre des pratiques durables dans toutes les étapes des marchés publics, en s'appuyant sur des outils concrets et adaptés aux différents types de marchés.**

1. Grilles d'analyse des offres : Typologie et critères

Avant d'attribuer un marché, il est essentiel d'analyser les offres en s'appuyant sur des **grilles adaptées** à chaque typologie. Ces grilles intègrent des critères de durabilité pondérés pour garantir des achats responsables.

A. Marché de Fournitures Courantes et Services (FCS)

- **Performance environnementale (30 %)** : privilégier les produits écolabellisés, réparables et à longue durée de vie. Les preuves attendues sont des certifications (type Écolabel, PEFC) ou des fiches techniques.
- **Coût global en cycle de vie (25 %)** : évaluer l'ensemble des coûts (achat, entretien, consommation). Preuve : simulation financière ou Analyse du Cycle de Vie simplifiée (ACV).
- **Logistique durable (20 %)** : favoriser la livraison groupée ou à faibles émissions de CO₂ (ex. flotte de véhicules propres).
- **Responsabilité sociale (25 %)** : intégrer des critères sur les conditions de travail et l'insertion (engagements RSE, clauses sociales).

Exemple d'utilisation colorée : Pour un marché de papeterie, attribuez des points supplémentaires aux fournisseurs proposant du papier certifié et recyclé et démontrant une logistique écoresponsable.


B. Marchés de Travaux

- **Réemploi et matériaux durables (30 %)** : taux de réemploi élevé, recours à des matériaux bio-sourcés (preuves : attestations, devis détaillés).
- **Réduction des déchets de chantier (25 %)** : obligation de présenter un Plan de Gestion des Déchets (PGD) et bordereaux de suivi.
- **Performance énergétique (25 %)** : exigence de labels (BBC, BEPOS) et de calculs thermiques.
- **Responsabilité sociale (20 %)** : insertion, sécurité, conditions de travail (planning d'insertion, charte de sécurité).

Astuce pédagogique : Insistez sur l'importance d'exiger des plans concrets dès l'appel d'offres pour éviter les « greenwashing ».

C. Marchés TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)

- **Éco-conception des équipements (30 %)** : sélectionner des équipements avec étiquettes énergie, matériaux recyclés.
- **Durée de vie / réparabilité (20 %)** : privilégier les produits notés pour leur réparabilité et modularité (dossier technique fournisseur).
- **Fin de vie et réemploi (20 %)** : s'assurer de la recyclabilité et de la reprise des matériels en fin de vie.
- **Responsabilité numérique (30 %)** : sobriété énergétique, accessibilité numérique, auto-évaluation INR ou rapport RSE numérique.

 Pour les marchés informatiques, privilégiez des ordinateurs avec indice de réparabilité supérieur à 8/10 et optez pour des forfaits avec engagement de reprise des équipements.

D. Marchés de Prestations Intellectuelles (PI)

- **Démarche éthique / RSE (40 %)** : méthodes inclusives, exemples concrets de missions responsables (preuve : déclaration ou charte RSE).
- **Réduction des déplacements (30 %)** : favoriser télétravail, réunions à distance, logistique optimisée (justificatif : plan de mobilité).
- **Approche durable dans la mission (30 %)** : intégration d'ACV, bilan carbone, méthodologies environnementales.

Focus cours : Demandez systématiquement aux prestataires de détailler leurs méthodes pour minimiser l'empreinte carbone de leurs interventions.

2. Clauses durables pour les pièces contractuelles

Pour rendre ces engagements opposables et mesurables, insérez des **clauses spécifiques** dans les pièces contractuelles :

A. Clauses pour le CCTP (spécifications techniques)

- Imposer un **taux minimum de matériaux recyclés** dans les fournitures.
- Exemple : « Les fournitures de mobilier devront comporter au minimum 30 % de plastique recyclé, attesté par un certificat de traçabilité. »
- Exiger des équipements avec un **indice de réparabilité supérieur à 7**.
- Exemple : « Tout ordinateur portable livré dans le cadre du marché devra présenter un indice de réparabilité supérieur à 7/10, conformément au référentiel en vigueur, fiche à l'appui. »
- Rendre obligatoire l'utilisation de **matériaux de construction certifiés NF Environnement** ou équivalent.
- Exemple : « Les matériaux d'isolation (laine, panneaux) utilisés devront disposer du label NF Environnement ou d'une certification équivalente, à justifier par une documentation lors de la livraison. »
- Pour les outils numériques, obligation de respecter le **RGESN** (référentiel général d'éco-conception des services numériques).
- Exemple : « Le prestataire devra fournir une attestation de conformité RGESN pour chaque site internet développé dans le cadre du marché. »

B. Clauses pour le CCAP (obligations contractuelles)

- **Suivi environnemental trimestriel** obligatoire (remise d'un rapport).
- **Clause d'insertion sociale** : engagement sur des heures d'insertion pour favoriser l'emploi local.
- **Clause pénale** : pénalité de 0,5 % du montant mensuel en cas de non-respect des indicateurs environnementaux.
- **Clause de bonus** : majoration de 5 % du montant du marché si les objectifs sont dépassés.

Astuce colorée : Mettez en avant la clause de bonus pour encourager la surperformance environnementale !

3. Suivi de l'exécution : modèles et outils

Pour garantir l'efficacité des clauses et suivre l'impact des marchés, utilisez des **modèles de suivi** adaptés.

A. Fiche de suivi d'exécution environnementale

Ce document permet de suivre mensuellement les résultats des marchés sur la base d'indicateurs précis :

- **Tonnes de déchets évités** (ex. : 1,2 t en janvier, conforme au plan de gestion)
- **Taux de matériaux réemployés** (ex. : 40 % en février, cible non atteinte – justifier)
- **Émissions de CO₂ évitées** (ex. : 2,1 t eq CO₂ en mars, bonne pratique valorisée)

B. Lettre de mise en demeure (exemple)

En cas de non-respect des engagements contractuels, il est nécessaire de formaliser la démarche. Voici un modèle à adapter :

- Constater l'absence de rapport ou le non-respect d'un seuil environnemental.
- Notifier officiellement l'entreprise, en précisant le délai de régularisation (**8 jours ouvrés**).
- Rappeler l'application possible de pénalités voire la résiliation du marché pour faute grave.

Madame, Monsieur,

Nous avons constaté que votre entreprise n'a pas respecté les obligations contractuelles fixées à l'article X du CCAP relatif au suivi des indicateurs environnementaux. Plus précisément :

– Absence de transmission du rapport mensuel de février.

– Dépassement du seuil d'émission CO₂ autorisé.

Nous vous mettons en demeure de régulariser sous 8 jours ouvrés. À défaut, les pénalités prévues seront appliquées, voire la résiliation envisagée.

Présentez cette lettre comme un outil de gestion, mais aussi de pédagogie pour renforcer l'importance du respect des engagements.